

The Uneasy Case for Progressive Taxation, par WALTER-J. BLUM et HARRY KALVEN, jr. Un vol., 7 po. x 9¾, relié, 107 pages — THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS, 5750, avenue Ellis, Chicago 37, Illinois, 1953 (\$2.50)

Camille Martin

Volume 31, numéro 3, octobre–décembre 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002704ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002704ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1955). Compte rendu de [*The Uneasy Case for Progressive Taxation*, par WALTER-J. BLUM et HARRY KALVEN, jr. Un vol., 7 po. x 9¾, relié, 107 pages — THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS, 5750, avenue Ellis, Chicago 37, Illinois, 1953 (\$2.50)]. *L'Actualité économique*, 31(3), 484–485.
<https://doi.org/10.7202/1002704ar>

A Survey of International Trade Theory (Special Papers in International Economics), par GOTTFRIED VON HABERLER. Un vol., 6 po. × 9, broché, 68 pages.—INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF ECONOMICS AND SOCIOLOGY, PRINCETON UNIVERSITY, 1955.

L'auteur de cette brochure est considéré, depuis déjà longtemps en Amérique, comme le doyen des économistes contemporains qui se sont orientés vers la théorie du commerce international. De lui plus que d'un autre, le lecteur est en droit de s'attendre à un exposé lucide et rigoureux de l'état, lamentable il faut bien le dire, de la théorie contemporaine des relations économiques internationales. Un texte de ce genre tire toujours ses qualités maîtresses de l'exposition et de la présentation des principaux courants d'idées. De ce point de vue la brochure du professeur Haberler déçoit. Certaines questions, importantes c'est entendu, sont analysées avec un luxe de précisions élémentaires, alors que d'autres beaucoup plus complexes, sont esquissées en trois lignes. On ne voit vraiment pas pourquoi un résumé des tendances actuelles de la théorie doit être encombré par les définitions algébriques de la propension marginale à consommer ou du multiplicateur. Dans l'ensemble, le chapitre écrit par Lloyd Metzler sur le même sujet dans le *Survey of Contemporary Economics*, reste nettement supérieur à cette nouvelle synthèse.

Jacques Parizeau

The Uneasy Case for Progressive Taxation, par WALTER-J. BLUM et HARRY KALVEN, jr. Un vol., 7 po. × 9 $\frac{3}{4}$, relié, 107 pages.—THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS, 5750, avenue Ellis, Chicago 37, Illinois, 1953. (\$2.50).

Bien que le principe de l'impôt progressif soit largement accepté comme juste et qu'il soit passé dans la pratique, l'unanimité n'est pas faite comme, en particulier, en font foi certains projets de lois dont fut saisi le Congrès américain, il n'y a pas encore longtemps. La discussion reste donc ouverte sur cette question d'importance considérable.

Dans cette étude documentée et au point où ils examinent le pour et le contre, les auteurs nous disent jusqu'où l'impôt progressif peut se justifier et à quelles conditions il peut être préférable à l'impôt proportionnel. Après un bref état de question, ils abordent le sujet du point de vue constitutionnel pour en venir ensuite à l'historique de l'idée de progression du point de vue politique. L'étude de l'aspect capital du problème, à savoir la valeur du principe de la progression, commence par l'examen de trois objectifs: la progression complique la loi de l'impôt; elle conduit à l'irresponsabilité politique; elle décourage l'initiative. Le reste du travail est une revue des divers arguments en faveur de la progression dont les principaux sont les suivants: la progression est un facteur d'activité et un élément de stabilité économique; la justice commande que les taxes soient en proportion des avantages que le contribuable retire du gouvernement; la progression est conforme au principe d'égalité de sacrifice; la progression diminue l'effort de l'ensemble des contribuables.

Les auteurs touchent aussi en passant certains aspects secondaires, tels que la capacité de payer, la valeur sociale de certaines dépenses et les répercussions de l'application du principe d'exemption de base sur celui de la progression.

Camille Martin

Établissement rural et immigration. Compte rendu des cours et conférences de la XXXI^e Session des Semaines Sociales du Canada. Un vol., 6½ po. × 9½, broché, 260 pages.—**SECRETARIAT DES SEMAINES SOCIALES DU CANADA, INSTITUT SOCIAL POPULAIRE, 25 ouest, rue Jarry, Montréal, 1954. (\$2).**

La Commission des Semaines Sociales du Canada a inscrit au programme de sa XXXI^e session, tenue à Mont-Laurier en septembre 1954, l'étude de deux problèmes reconnus chez nous depuis plusieurs générations comme des problèmes vitaux et autour desquels l'unanimité de pensée s'était faite. Jusqu'à tout récemment, on n'entretenait pas de doute chez nous sur l'authenticité de notre vocation agricole et notre instinct de conservation nous avait dicté notre attitude vis-à-vis de l'immigration.

Depuis quelque temps, sous la pression d'événements pour la plupart hors de notre contrôle, tout cela est remis en cause. On découvre notre vocation industrielle et il se trouve même des gens pour aller jusqu'à dénoncer notre trop grand attachement à la terre comme une hérésie économique-sociale, l'une des «trois illusions de la pensée canadienne-française» et cela tandis que le problème de l'immigration se pose dans un contexte sensiblement différent de celui d'autrefois.

Sur ces deux questions, la pensée canadienne-française est donc à un tournant, les Semaines Sociales du Canada ont cherché à les élucider. On aurait tort de retirer ses suffrages à la vie rurale, force de toute nation et spécialement, dans les circonstances particulières qui sont nôtres, force de notre propre nation, comme l'a démontré dans le premier cours de la semaine, M. Albert Rioux. Cela ne signifie pas que l'on doive bouder l'industrie. C'est ici un cas où l'exclusivisme n'est pas de mise. Un petit peuple comme le nôtre n'a pas le droit de négliger un élément de force. D'un autre côté, la rapidité avec laquelle s'est opérée chez nous la révolution industrielle amorcée il y a si peu longtemps et l'ampleur qu'elle est en train de prendre prouvent bien que la Province n'a pas qu'une vocation agricole. M. Roland Parenteau signale que dans le contexte social et idéologique dans lequel elle s'est produite, l'industrialisation ne pouvait pas avoir que des conséquences heureuses. À nous de parer le coup en édifiant la structure sociale correspondant au besoin et en nous efforçant de garder l'équilibre nécessaire entre agriculture et industrie.

Le second sujet de la Semaine, sur lequel l'attitude canadienne-française traditionnelle et les raisons qui la justifient sont bien connues, se présente à nous sous un aspect un peu différent depuis la seconde grande guerre, celui du devoir de charité et même de justice qu'il y a pour les pays disposant d'espace d'accueillir une partie de l'excédent de population des pays surpeuplés. Dans sa déclaration d'ouverture, le révérend Père Papin-Archambault a bien signalé